

6 Société et Culture

Lutte contre l'insécurité

Où est donc passée la police de proximité ?

AJT
Libreville/Gabon

"ET la police de proximité ?", "Qu'est-elle devenue?", "Que fait-elle?", "Où est-elle?". Autant de questions que l'on pourrait se poser à l'heure où l'insécurité gagne les quartiers de Libreville, malgré la multitude de rencontres visant à trouver des solutions pour éradiquer le phénomène.

Naguère omniprésents dans les rues de la capitale, certains allant en motos ou en vélos, les policiers dits de la brigade de proximité avaient une présence pour le moins dissuasive et rassurante, selon qu'on se situait du

côté de la pègre ou de la population. Veiller à la sécurité des biens et des personnes n'avait jamais eu autant de sens qu'à cette époque-là. Les agents étaient surtout visibles partout, au centre-ville, devant certains établissements scolaires, aux grands carrefours des quartiers dits chauds et même au bord de mer, sur le littoral. On pouvait les voir réguler la circulation et, parfois, aider les personnes âgées et les enfants à traverser la route. Aujourd'hui, ces policiers, anges gardiens, ont inexplicablement disparu de la circulation. Proportionnellement, l'insécurité prend de jour en jour de l'ampleur dans la ville. La nature ayant horreur du



Photo : Franck Marfial MOMBO

Les policiers à vélos ont inexplicablement disparu des rues de Libreville.

vide, les bandits gagnent du terrain, régnant presque en maîtres abso-

lus. Désormais les policiers, on ne les aperçoit que le long de la Voie-Ex-

press (axe Owendo-Libreville), au carrefour Rio ou encore au PK5, etc, en

train de s'adonner au contrôle routier. Pendant ce temps, à quelques encablures de là, à Kinguélé, Plein-ciel, Venez-voir, Nzeng-Ayong, STFO, etc, de paisibles citoyens sont souvent agressés sans aucun secours. Parfois même en plein jour.

Réaction de dépit d'un habitant de la capitale: « Qu'il s'agisse d'agents en moto ou en camion, les policiers et autres agents des forces de sécurité n'assurent que la sécurité routière. Pas celle des personnes. Sinon, comment justifier toutes les agressions, le banditisme et les assassinats dans les quartiers (...) »

Ces numéros inutiles des forces de sécurité

SNN
Libreville/Gabon

"LE numéro que vous appelez n'est pas en service actuellement. Nous regrettons de ne pouvoir donner suite à votre appel". C'est le message invariablement renvoyé à tous ceux qui, dans une situation d'urgence ou de détresse, tentent de joindre les numéros 01 72 09 51, 01 72 00 43, 01 72 09 00, entre autres, consignés dans la page Service du quotidien L'Union, dans la rubrique "Sécurité publique". Des numéros qui renvoient, respectivement,

à la Police judiciaire (PJ), la Préfecture de police de Libreville et au cabinet du préfet de police de la capitale. Ces numéros dits "utiles" sont désespérément "hors service" depuis des lustres, sans que ceux qui les ont communiqués à notre journal puissent les annuler ou les réactualiser, comme cela se doit. Et surtout que cette annulation ne requiert aucune contrepartie financière. Apparemment, cette situation ne semble guère interpellier les responsables des corps concernés. Pas étonnant que l'insécurité atteigne chaque jour des pics



Photo : Wilfried MBINAH

Face à l'insécurité galopante, les populations attendent plus de réactivité de la part des forces de sécurité.

inquiétants dans la ville. Il est important de mesurer le désastre que peut causer chez une personne

en danger, le fait de s'entendre répondre au bout du fil qu'aucune suite ne peut être donnée à son

appel de désespoir. N'oublions pas qu'un "numéro utile", en permettant de joindre gratuitement et à temps les secours, est censé sauver du danger celui qui appelle, en cas d'un cambriolage, d'une agression ou de toute autre situation compromettante. Du coup, de nombreuses personnes se demandent si la non-réponse à ce qu'il faut bien appeler un SOS, n'est pas tout simplement un abandon par l'Etat de ses responsabilités. Avec le problème de l'insécurité qui prend de l'ampleur dans notre capitale, n'y a-t-il pas lieu de réactualiser

ce fichier ? Et mieux, avec l'avènement des nouvelles technologies de communication, pourquoi ne pas y ajouter les contacts Facebook, Watshapp de ces unités de secours, par exemple.

A ce niveau, il faut tout de même louer l'effort de la Préfecture de police de Libreville, qui dispose d'un lien facebook actif (facebook : prefecture de police de libreville) accessible au public. Un contact que les responsables de cette entité gagneraient tout de même à porter à la connaissance du plus grand nombre.

Lutte contre la traite humaine

Mettre fin au phénomène des migrants



Photo : AJT

La rencontre vise à mettre fin localement au trafic des enfants.

R.H.A
Libreville/Gabon

UN atelier de formation et d'échange de bonnes pratiques en matière de lutte contre la traite des personnes et le trafic illégitime des migrants au Gabon a démarré ses travaux hier matin, à Libreville. En présence du directeur de cabinet du ministre d'Etat en charge de la Justice, Jean Clair Nguéma Obame, et de

Marco Pellegrini, du projet de l'Organisme des Nations-unies, chargé des migrations (OIM). Cette rencontre vise à réduire de façon significative le trafic illégitime des migrants, ainsi que les différentes pratiques qui en découlent. En d'autres termes, ainsi que l'a précisé Marco Pellegrini, cet atelier est destiné « à échanger les bonnes pratiques et renforcer les capacités des acteurs institutionnels et de la so-

ciété civile en matière de lutte contre la traite. » Dans son allocution, M. Nguéma Obame a annoncé l'installation officielle des membres du Conseil de prévention et de lutte contre le trafic des enfants dans les prochains jours. « La mise en service de cette institution va pouvoir renforcer, à n'en point douter, le travail fortement abattu par le comité de suivi du ministère dont nous allons solliciter l'expertise », a-t-il rassuré.



Photo : AJT

D'où la formation des agents des forces de l'ordre.

Il a, par ailleurs, indiqué que cette rencontre avait un lien avec les objectifs du programme de coopération avec les agences du Système des Nations-unies. Particulièrement avec le plan de travail de l'OIM et la mise en œuvre des recommandations des organes des traités internationaux. Quant à Marco Pellegrini, il a fait ce rappel: « les régions de l'Afrique de l'Ouest et du centre sont réputées pour leurs flux migratoires

mixtes et irréguliers. » Il a ensuite donné les raisons qui justifient ces mouvements: la recherche d'un emploi et d'opportunités, les conflits armés et la pauvreté. S'agissant du Gabon, le diplomate onusien a expliqué que ce flux important de migrants est occasionné par une forte demande en matière de main d'œuvre, affirmant: « Parmi ces derniers en route vers le Gabon, on trouve aussi des enfants victimes de la traite, pour la

plupart en provenance du Bénin et du Togo. Ces enfants sont contraints de travailler pendant de longues heures, privés de sommeil et de nourriture, et parfois exploités sexuellement. Victimes de traite, ces enfants ont besoin d'assistance directe, notamment d'assistance médicale, psychologique et matérielle. » Notons que ces travaux prennent fin demain après-midi, à l'hôtel Hibiscus de Louis.